

## Défendre le service public ! Contre l'école de Blanquer!

Les pouvoirs politiques et financiers imposent une réduction des dépenses publiques. Il s'agit de livrer les Services Publics (santé, transports, énergie, poste, etc.) aux marchés et de supprimer des emplois au détriment de la qualité, de la diversité et de l'égalité de droit dans l'accès au service public. Cette démarche dogmatique est dévastatrice : les inégalités s'amplifient, la violence sociale s'aggrave, la précarité et le chômage augmentent.

Cette offensive n'épargne pas l'Éducation nationale : classes surchargées, manque de personnels, insuffisance de la formation, recours à la précarité, nouvelle désorganisation des rythmes, suppression des RASED, non scolarisation dès 2 ans, fermetures de CIO, liquidation de l'enseignement professionnel public, démantèlement des REP etc.

Avec Solidaires, SUD éducation s'emploie à résister à ce démantèlement méthodique. Notre objectif est d'impulser, de soutenir et de coordonner les luttes des personnels contre la dégradation des statuts et des conditions de travail, vers une société émancipatrice.

## La lutte, c'est classe !

SUD éducation s'inscrit dans un syndicalisme de lutte et de transformation sociale : bataille pour les droits sociaux (retraite, sécurité sociale, droit à l'emploi, précarité) et contre les licenciements, solidarité avec les immigré.e.s et les sans papiers, dénonciation d'une mondialisation pilotée par les puissances financières, combats écologiques (sortie du nucléaire, lutte contre l'aéroport de Notre Dame des Landes...).

SUD éducation soutient les luttes contre le dictat du FMI et des «marchés».

Ces luttes sont porteuses d'une exigence plus globale : la perspective d'une société démocratique, juste et égalitaire à l'échelle mondiale.

## De meilleures conditions de travail

◆ Des créations de postes à la hauteur des besoins, prioritairement par la titularisation sans condition des précaires et leur formation.

◆ Une baisse des effectifs par classe, un renforcement de la vie scolaire.

◆ Préserver le statut de fonctionnaire, l'unité et l'indépendance du service public.

◆ Réduire le temps de service, et y intégrer le temps de concertation. Les nouveaux statuts des enseignant.e.s n'améliorent en rien nos conditions de travail, c'est pourquoi nous y sommes résolument opposés.

◆ Garantir la continuité du service public en recourant à des personnels titulaires dont les droits sont respectés.

◆ Recrutement à bac + 3 suivi de 2 années de formation rémunérées avec des stages variés d'observation et de pratique, un maximum d'un tiers du temps de formation devant les classes. Formation validée par l'attribution d'un Master pour tous les enseignant.e.s, Psy EN, CPE.

◆ Droit à la formation continue intégrée au temps de service en respectant les demandes des collègues.

◆ Augmentation des moyens alloués aux congés de formation, avec une attribution plus rapide et sans distinction de corps.

◆ Refus du projet de loi dit "l'école de la confiance".

◆ Augmentation des salaires, prioritairement les plus bas.

◆ Refus du salaire au mérite, refus des heures supplémentaires, intégration des primes dans le salaire.

◆ Remboursement des frais de déplacement et de repas.

◆ Retour à une retraite à taux plein après 37,5 annuités ou à 60 ans et abolition du système inique de la décote.

## Indépendance et laïcité

◆ Un service public d'éducation unique et gratuit, indépendant des pouvoirs, des religions, des entreprises.

◆ L'arrêt de tout financement public de l'enseignement privé, pour un service public unique et gratuit. Une seule école : l'école publique.

◆ Une formation professionnelle publique, contre l'ouverture d'un mar-

ché de l'éducation souhaitée par le Medef.

◆ Le refus de la logique sécuritaire (fichage des élèves, présence policière...) qui sert à évacuer les problèmes sociaux et présente l'échec scolaire comme relevant de la responsabilité individuelle des élèves et des familles, voire des enseignant.e.s.

## Une école émancipatrice

◆ Donner à chacun-e une formation polyvalente, une éducation émancipatrice éveillant la conscience critique.

◆ Favoriser la coopération et l'épanouissement de tou.te.s les élèves, quelle que soit leur situation sociale.

◆ Garantir de bonnes conditions d'enseignement : effectifs restreints, dédoublements, équilibre entre diversité des matières et horaires suffisants.

◆ Refuser la mise en concurrence des établissements et les enseignements entre eux, impulsée par Blanquer.

◆ Offrir un large choix d'option aux élèves tout en refusant le "marché aux options" qui ne sert que la concurrence entre établissements.

◆ Dénoncer les nouvelles réformes dans les lycées professionnels généraux et technologiques et proposer des établissements polytechniques avec un enseignement qui garantisse à tou.te.s les élèves l'appropriation de tous les types de savoirs – qu'ils soient manuels, techniques, artistiques ou théoriques.

◆ Refuser le livret de compétences, outil normatif, imposé et stigmatisant.



## Une école démocratique

◆ Promouvoir les pratiques et les valeurs coopératives d'entraide, entre collègues, entre élèves. Remettre en cause les valeurs de concurrence et l'idéologie de compétition sur lesquelles se fondent l'école et la société capitaliste.

◆ Contre l'école-entreprise : pilotage, indicateurs, management, mérite, autonomie des établissements...

◆ Pour un mode de fonctionnement anti-hiérarchique et collégial des établissements, à l'image d'une société autogestionnaire.

◆ Remise en cause de l'évaluation-notation des personnels, non au PPCR : l'inspection dévalorisante, dégradante et source de souffrance, elle n'est pas formatrice et met l'accent sur l'individualisme et la compétition qui aboutissent mécaniquement à des inégalités de carrière et de salaires.

## Un malaise grandissant

La souffrance, même si elle n'est pas reconnue par l'institution, est omniprésente. Trop souvent, les personnels en difficulté sont renvoyés à leur prétendue incompétence par leur hiérarchie, plus encline à sanctionner qu'à conseiller. C'est la culpabilité qui prédomine : «il ou elle ne travaille pas assez, ne sait pas s'y prendre, n'a pas d'autorité.» Les dispositifs mis en place par l'administration proposent des congés, des reconversions, des mutations... voire mettent une pression sur les personnels qui peut les pousser à la démission.

L'institution répond en médicalisant les cas, faute de solutions alternatives. De plus, les services sociaux de l'Éducation nationale voient leurs moyens se réduire de façon dramatique.

### Des causes objectives de souffrance

La gestion des ressources humaines est empruntée aux entreprises. La charge de travail s'accroît. Les tâches administratives, les évaluations se multiplient. Les effectifs par classe s'alourdissent.

## Souffrance au travail, enfin on en parle

Les personnels sont directement rendus responsables de l'échec scolaire. Tout cela met en danger notre santé physique, mentale et sociale. La mise en concurrence des personnels, des enseignements et des établissements entre eux génèrent du mal-être! Développons toutes les solidarités entre collègues dans le cadre du travail !

## Dans l'immédiat, SUD éducation :

◆ demande l'application des textes en vigueur et exige une véritable médecine du travail indépendante et la mise en place de la visite médicale obligatoire tous les 5 ans ;

◆ appelle les personnels à utiliser dans les établissements des 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degré les registres santé sécurité au travail (RSST) et le document unique, voire le droit de retrait

◆ incite les personnels à s'appuyer sur leurs élu.e.s en CHS-CT pour une amélioration de leurs conditions de travail et une prise en charge de leurs difficultés.